

Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2007)
Heft: 3

Artikel: "J'espère que la politique suivra aussi" : Interview
Autor: Gränicher, Walter / Riva, Klaus / Buchs, Matthieu
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642341>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«J'espère que la politique suivra aussi»

Selon Walter Gränicher, président d'Alstom Suisse, la Suisse a tendance à jouer les élèves modèles. Cet ingénieur EPF n'a rien à redire à cette attitude, à condition qu'elle ne nuise pas à la Suisse en tant que place industrielle. Alstom fournit la technologie pour des centrales de production d'énergie aux quatre coins du monde, le but étant toujours d'optimiser le rendement et de minimiser l'impact sur l'environnement. Alstom souhaite également développer diverses technologies permettant de séparer le CO₂ avant ou après la combustion du gaz ou du charbon.

Walter Gränicher, la nouvelle stratégie énergétique du Conseil fédéral repose sur quatre piliers: mesures d'efficacité énergétique, promotion des énergies renouvelables, politique énergétique internationale et grandes centrales électriques. Cette réorientation de la politique énergétique suisse va-t-elle dans le sens de l'industrie?

Je pense que c'est une stratégie porteuse d'avenir. Nous devons fondamentalement renouveler le parc de centrales en Suisse. C'est une question de temps. Personnellement, j'estime que le nucléaire demeurera un élément essentiel de la production d'électricité. Par ailleurs, je salue la décision du Conseil fédéral de miser aussi sur les centrales combinées au gaz afin de remédier à la pénurie de courant attendue. A mon avis, environ 10% de la production d'électricité doit être couverte de la sorte à l'avenir. L'énergie hydraulique continuera naturellement de se tailler la part du lion. Les nouvelles énergies renouvelables ont certes un potentiel mais elles ne pourront pas nous sortir de la pénurie d'électricité.

Quelle peut être la contribution d'Alstom en termes d'efficacité énergétique?

Nous équipons les nouvelles centrales avec la technologie la plus avancée disponible sur le marché. En outre, nous nous efforçons en

permanence d'optimiser les centrales existantes, en remplaçant les composants actuels par des technologies correspondant à l'état de la technique. Le rendement ainsi que la puissance de la centrale nucléaire de Leibstadt ont été nettement améliorés de la sorte. Nous remplaçons actuellement les rotors basse pression de la centrale de Mühleberg. Cela augmentera la puissance de 10 mégawatts. Dans le domaine de l'énergie hydraulique, nous améliorons également sans cesse les performances en substituant à des éléments souvent très anciens une technologie de pointe.

La discussion politique concernant l'orientation de la politique énergétique a lieu sur un plan très émotionnel, ce qui fait malheureusement perdre du temps. Cela nuit-il à l'industrie?

L'énergie est à la base de notre bien-être économique et social. Aucune société ne peut vivre sans. Dans les décennies à venir, le défi à relever consistera à déterminer comment les nations industrialisées peuvent maintenir leur niveau de vie et améliorer celui des pays émergents et du tiers-monde, sans détruire davantage l'environnement. Chaque nation est concernée. S'agissant de la Suisse, nous avons tendance à jouer les élèves modèles. Je n'ai rien à y redire tant que cela ne donne

pas lieu à des situations ubuesques, comme lorsque des prescriptions ou incitations erronées font exploser le prix de l'électricité, pénalisant ainsi la Suisse sur le plan économique par des conditions-cadres nettement moins bonnes que dans les pays voisins.

Pouvez-vous donner un exemple?

Prenez la problématique du CO₂. Qu'elles soient émises en Suisse, aux Etats-Unis ou en Chine, les émissions n'ont que faire des frontières et se répandent sur toute la surface du globe en quelques jours. C'est pourquoi je pense qu'une loi sur le CO₂ trop sévère et trop axée sur le plan national n'a que peu d'intérêt en Suisse. Afin de désamorcer la problématique globale liée au CO₂, nous devons plutôt voir quelles mesures sont nécessaires sur place et quelles initiatives n'ont de sens qu'au niveau international.

L'industrie profite toutefois d'exigences plus sévères: la nécessité d'innover augmente, ce qui influe positivement sur l'efficacité énergétique de la production et la qualité des produits. Cela renforce aussi la compétitivité.

Indépendamment des décisions et des priorités politiques fixées en matière de production d'énergie, nous sommes déjà en mesure aujourd'hui de couvrir tous les besoins de

nos clients par nos propres moyens et avec des technologies de pointe, c'est-à-dire présentant la meilleure efficacité énergétique possible. Vous voyez donc que nos activités de recherche et de développement sont très porteuses. En outre, nous construisons avec de grandes entreprises d'approvisionnement en énergie des installations d'essais dans le domaine de la capture du CO₂, dans le but de développer des procédures de séparation ou d'élimination du CO₂ par lavage après l'étape de combustion, afin d'éviter que le CO₂ ne se propage dans l'atmosphère. Dans cinq à dix ans, de telles techniques seront utilisables dans la pratique. J'espère que la politique suivra aussi et pourra nous dire comment et où stocker à long terme le CO₂ capturé.

A votre avis, quelles chances représentent les énergies renouvelables pour votre entreprise?

A l'exception des centrales hydrauliques, nous ne sommes actuellement pas actifs dans le domaine des énergies renouvelables. Nous examinons toutefois la possibilité de nous lancer dans

«L'ÉNERGIE EST À LA BASE DE NOTRE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.»

l'énergie éolienne, notamment en combinaison avec des installations hydrauliques. En effet, nous sommes le leader mondial pour l'énergie hydraulique.

Où se situent les marchés d'avenir pour Alstom?

La Chine sera un marché important. Son approvisionnement en énergie repose sur le charbon et la force hydraulique. La part du charbon au niveau de la production d'énergie en Chine avoisine actuellement 70%. Nous estimons que ce rapport va rester plus ou moins le même. Afin de satisfaire la demande, la Chine construit de gigantesques barrages et prévoit de développer le nucléaire. On peut dire d'une manière générale qu'à l'avenir, Alstom continuera d'offrir à l'échelon mondial des technologies de pointe dans les domaines de l'énergie du gaz, du charbon et du nucléaire.

Comment répondez-vous aux critiques des protecteurs de l'environnement et des défenseurs des droits de l'homme qui vous reprochent parfois sévèrement de soutenir de grands projets en Chine?

Nous ne sommes pas une institution politique. Nous fournissons nos solutions dans des pays où les conditions-cadres politiques et légales le permettent. Il va de soi que nous utilisons partout les meilleures technologies possibles.

Concernant la Chine, je peux vous assurer que les Chinois se préoccupent de leur environnement. Ils ont pleinement conscience d'avoir péché en la matière par le passé. La Chine va accélérer la protection de l'environnement de manière aussi systématique et volontaire qu'elle a, durant les dernières années, encouragé la croissance de son économie. Nous observons sur place que ce processus a déjà débuté. Et n'oubliez pas qu'il y a 40 ans, les pays industrialisés devaient faire face aux mêmes problèmes environnementaux. L'Occident a dû lui aussi apprendre à concilier protection de l'environnement et stimulation de la croissance économique.

En Suisse, on manque depuis déjà longtemps d'ingénieurs. Où irez-vous chercher vos spécialistes à l'avenir?

Nous employons en Suisse 4400 personnes. Près de 60% ont une formation supérieure: EPF, université ou haute école spécialisée. C'est un pourcentage très élevé. Du fait de l'automatisation de la production, nos collaborateurs dans les usines

doivent avoir une excellente formation technique. Nous recrutons aujourd'hui la plupart de nos spécialistes à l'étranger: environ 55% de nos collaborateurs sont des ressortissants étrangers, pour la simple raison que nous ne trouvons pas en Suisse suffisamment de personnel qualifié.

Êtes-vous satisfait de la qualité de la formation des hautes écoles en Suisse?

La qualité est bonne. Le problème est que les hautes écoles forment trop peu de nouveaux spécialistes pour faire face à la demande du marché. Cela vient notamment du manque de popularité des professions techniques ces 20 dernières années. Il n'y a pas eu d'évolutions techniques révolutionnaires. En Europe, seules quelques centrales ont été construites. Heureusement, le vent a tourné et la valeur des métiers techniques ne cesse de progresser. C'est pourquoi nous sommes en discussion avec les deux EPF: nous voulons soutenir différents cursus, par exemple dans des domaines importants pour nous comme la thermodynamique ou les machines électriques.

Interview: Klaus Riva et Matthieu Buchs

L'entreprise Alstom

Alstom est une multinationale dont le siège se situe en France. L'entreprise est présente dans 70 pays et emploie plus de 60 000 collaborateurs. Son chiffre d'affaires pour l'exercice 2006/07 dépassait 20 milliards de francs. La production d'électricité et le transport sur rails constituent le cœur de son activité. En l'an 2000, Alstom a repris la branche d'ABB s'occupant des centrales, étoffant ainsi son offre énergétique. L'entreprise dispose depuis d'un solide ancrage en Suisse.

Alstom est divisé en trois secteurs: Power Systems, Power Service et Transport. L'entreprise fait partie des principaux fournisseurs d'infrastructures au niveau mondial. Avec 4400 collaborateurs, Alstom Suisse est un des plus importants groupes industriels du pays. Le plus grand site se trouve à Baden/Birr. Il accueille le domaine des centrales. La direction mondiale des deux secteurs Power Systems et Power Service se situe également en Suisse. Le secteur des transports est réparti entre Neuhäusen am Rheinfall, Berne et Lausanne.

Contact:

ALSTOM (Suisse) SA,
Brown Boveri Strasse 7, 5401 Baden,
www.ch.alstom.com